

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER

L'an deux mille vingt, le vingt-quatre février à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Maire, en suite de la convocation faite le 18 février 2020.

Présents :

- Mme ROBERT-DEHAULT, Maire
- M. BOSSOIS, Mme DECHANT, Mme CLAUSSE, Mlle KREBS, M. KAHLAL, M. RAIMBAULT, Mme AUBRY, Adjoints au Maire
- M. CORNUT-GENTILLE, Mme GARCIA, M. GARNIER J., Mme BETTING, M. OUALI, Mme COLLET, Mme GUINOISEAU, Mme de CHANLAIRE, Mme PEYRONNEAU, Mme THIEBLEMONT, M. VAGLIO, M. LESAGE, M. CORDEBARD, M. BOUZON, M. AMELON, Mme ROBIN, Mme SAMOUR, Conseillers Municipaux

Excusés :

M. FEUILLET, Mme DORKEL, M. SCHILLER, M. CHARPENTIER, M. BONNEMAINS, M. GARNIER P., M. EREN, M. LEBRUN, Mme ANGOT, Mme VARNIER

Ont donné procuration :

M. FEUILLET à M. LESAGE
Mme DORKEL à M. OUALI
M. CHARPENTIER à M. GARNIER J.
M. BONNEMAINS à M. CORDEBARD
M. EREN à Mme KREBS
Mme ANGOT à Mme COLLET
Mme VARNIER à Mme PEYRONNEAU

Secrétaire de séance : M. VAGLIO

N° 31-02-2020

**RAPPORT ANNUEL ET EVALUATIF POLITIQUE DE LA VILLE - PROPOSITION
DE PROTOCOLE D'ENGAGEMENTS RENFORCES ET RECIPROQUES AVEC
L'ETAT POUR LA PROROGATION DU CONTRAT DE VILLE**

Rapporteur : Mme Virginia CLAUSSE

Dans le cadre de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, les communes et EPCI signataires d'un contrat de ville ont obligation de rédiger un rapport annuel.

Ainsi, le décret publié au journal Officiel du 5 septembre 2015 fixe le contenu et le mode d'élaboration du rapport annuel présenté aux assemblées délibérantes des EPCI et des communes sur la mise en œuvre de la politique de la ville :

« Dans les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) signataires d'un contrat de ville, le maire et le président de l'EPCI sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Ce rapport est débattu au sein du conseil municipal et du conseil communautaire. Les conseils citoyens présents sur le territoire concernés sont consultés en amont sur le projet du rapport ».

La prorogation des contrats de ville actuels jusqu'en 2022 et la rénovation ont été inscrites dans la loi des finances du 28 décembre 2018 et la circulaire du premier ministre du 22 janvier 2019. Cette évaluation a donné lieu à la redéfinition d'engagements renforcés et réciproques entre l'État et les collectivités. Ces objectifs ont été priorisés et recentrés suite à l'analyse des rapports annuels et des documents annexés depuis 2015.

L'enjeu de ce protocole est de :

- ✓ recentrer l'intervention sur les enjeux majeurs du Contrat de Ville (besoins non couverts des habitants des quartiers prioritaires), notamment au regard des résultats des évaluations conduites à mi-parcours,
- ✓ clarifier et opérationnaliser les objectifs communs à l'ensemble des signataires du Contrat de Ville,
- ✓ articuler les enjeux des territoires en politique de la ville avec ceux des autres territoires dans une logique de projet de territoire en articulant toutes les politiques publiques,
- ✓ réaffirmer le principe d'une gouvernance partagée associant les membres des Conseils Citoyens et l'explicitier,
- ✓ décrire les améliorations visées dans les processus d'organisation des différentes échelles territoriales concernées (intercommunales, communales...) et l'évolution des modalités de mise en œuvre du Contrat (animation, ingénierie, méthodes et outils).

Le rapport et le protocole annexés sont rédigés sur la base des données et des documents fournis par l'Etat et les partenaires, retraçant la mise en œuvre du Contrat de Ville pour les années 2017 et 2018, à savoir les comptes rendus des réunions des différentes instances et groupes de travail, la programmation et les bilans des actions, ainsi que sur un questionnaire envoyés aux partenaires institutionnels et associatifs à l'été 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter le rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique de la ville 2017, 2018 ainsi que la partie évaluative ;

- d'autoriser Madame le Maire, ou en son absence, Madame Virginia CLAUSSE, à signer le protocole d'engagements renforcés et réciproques avec l'Etat pour la prorogation du Contrat de Ville jusqu'en 2022.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide d'approuver ces propositions par **28 VOIX POUR – 1 ABSTENTION (Mme SAMOUR) - 3 CONSEILLERS NE PRENNENT PAS PART AU VOTE (M. BOUZON – M. AMELON – Mme ROBIN).**

Pour extrait conforme,

Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services
Pierre-François GITTON